Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 7 décembre 2015

n° 19022

Résultats des élections régionales en France.
COP21 : Journée de l'Action à Bucarest.
Luca Niculescu proposé au poste d'ambassadeur de Roumanie en France.
Projet du budget 2016.

Elections régionales en France. Les résultats des élections régionales en France et le score important obtenu par le Front national sont largement repris par la presse roumaine. « L'extrême droite, prête pour une victoire en France » titre *Evenimentul Zilei* remarquant la « victoire spectaculaire » du Front national survenue sur fond de l'état d'urgence instauré après les attentats terroristes de Paris. «Les élections régionales sans enthousiasme en France » (*Adevarul*). « Succès historique pour l'extrême droite aux élections régionales en France » (*PRO TV*) , « Les élections régionales sont considérées comme un test après les attentats du 13 novembre » (*Mediafax*), *Adevarul*, « Le parti extrémiste Front national obtient une victoire historique aux élections régionales, dans un pays encore bouleversé par les attentats du 13 novembre » (*HotNews.ro*).

Evenimentul Zilei publie une correspondance de Paris signée Marcela Feraru qui souligne l'importance de ces élections en termes financiers, dans la mesure où les présidents de régions sont « de vrais Louis XIV » étant donné l'importance des fonds qu'ils gèrent.

«L'électorat français n'est ni irresponsable, ni anti-démocratique : il a la lucidité du bon sens. Son vote massif en faveur du Front national vise à donner le signal aux représentants des principaux partis que pour la nation française le terrorisme islamique est bien plus dangereux que le nationalisme excessif du FN. Ils se doivent de rééquilibrer la balance s'ils ont encore la légitimité apportée par le suffrage universel », écrit Teodor Baconschi, ancien ministre des Affaires étrangères.

« La journée où les communistes ont récupéré les élections en France. Le Front national est un Parti communiste déguisé » estime Cristian Muresan sur *HotNews.ro*, en analysant notamment l'idéologie du programme du Front national.

RFI Roumanie publie une correspondance de Paris signée Vasile Damian « Comment explique-t-on les résultats des élections régionales en France ? ». Le journaliste remarque que la mobilisation de l'électorat du Front national a été plus important au premier tour par rapport à ceux des autres partis. Cependant, le FN ne disposera plus au deuxième tour d'un « réservoir » d'électeurs supplémentaires.

COP21 : Journée de l'Action en Roumanie. François Saint-Paul, ambassadeur de France, a publié une tribune dans *Agerpres* appelant les Roumains à s'impliquer dans la lutte contre les dérèglements climatiques en participant samedi 5 décembre à la journée de l'action COP21. De nombreuses personnalités roumaines de très haut niveau ont prêté leur voix pour soutenir la lutte contre le dérèglement climatique, parmi lesquelles Dacian Ciolos, Premier ministre de la Roumanie (*voir la vidéo*), Raed Arafat, secrétaire d'Etat aux situations d'urgence (*voir la vidéo*), Laura Codruta Kovesi, procureure en chef de la Direction nationale anti-corruption (*voir la vidéo*) (*Agerpres*) Le message a été relayé sur les réseaux sociaux (*compte Twitter*, *page Facebook de l'ambassade*)

Bucarest Hebdo consacre un numéro spécial à la COP21 avec notamment une interview de l'ambassadeur de France, qui rappelle que les dérèglements climatiques sont une menace

pour la planète entière et que les phénomènes météorologiques atypiques se sont multipliés en Roumanie dernièrement.

Lutte contre le terrorisme. Thomas de Maizière, ministre allemand de l'Intérieur, et son homologue français, Bernard Cazeneuve, ont appelé la Commission européenne à réformer de manière urgente l'agence pour la protection des frontières européennes Frontex, ainsi que le système européen commun d'asile (CEAS), annoncent les médias. Les deux ministres voudraient que Frontex puisse décider par elle-même d'aider au contrôle d'une frontière externe si elle estime qu'il y a le risque que cette frontière ne soit pas gérée de manière adéquate et d'envoyer des équipes de protection des frontières dans des situations exceptionnelles (*Romania Libera*, *Mediafax*).

Bogdan Tohăneanu, secrétaire d'Etat au ministère de l'Intérieur, a participé à la dernière réunion du conseil Justice et Affaires intérieures (JAI), centrée sur deux thèmes essentiels : la menace terroriste et la crise des migrants. Les efforts en vue d'un consensus politique sur la création PNR, le « Passenger Name Record » européen et l'état de la mise en œuvre de la Stratégie pour la sécurité intérieure de l'Union européenne ont figuré sur l'agenda des travaux (*Agerpres*).

La presse reprend notamment les informations publiés par les médias internationaux disant que les ministres de l'Intérieur ont convenu de poursuivre le projet d'introduction de la possibilité de suspendre la libre circulation au sein de l'espace Schengen pendant une période de deux ans (*Mediafax*, *Financial Times*).

Luca Niculescu, proposé au poste d'ambassadeur de Roumanie en France. Le décret de nomination de Luca Niculescu, rédacteur en chef de *RFI Roumanie*, comme ambassadeur de Roumanie en France sera signé cette semaine par le Président Klaus Iohannis, annoncent les médias. Diplômé de l'école de journalisme de Strasbourg, Luca Niculescu a été également correspondant en Roumanie de plusieurs médias français dont Libération, France Inter, France Info, France Culture et TV5 (*PRO TV*, *DIGI24*, *TVR*, *Evenimentul Zilei*, *România TV*, *Revista 22*, *Agerpres*).

Budget 2016. Les médias analysent le projet du budget 2016 publié vendredi par le ministère des Finances. Les ministères qui reçoivent plus de moyens : Défense (+48%), Intérieur (+20,6%), Santé +11,6%), Education (+10,4%), Communications et société de l'information (+130%) Agriculture (+2,8%). Les budgets de certaines institutions seront également augmentés : Présidence (+39%), Sénat (+17,66%), Chambre des députés (+25,53%), Institut culturel roumain (+16,39%), service du renseignent intérieur (+20%), service du renseignement extérieur (+7%).

Le ministère de la Défense nationale est le grand gagnant du budget de l'année prochaine et recevra le plus de fonds supplémentaires par rapport à 2015, soit 3,36 milliards de lei (0.76 milliards d'euros) supplémentaires, et son budget atteindra 10,35 milliards de lei (2,35 milliards d'euros), soit une augmentation de 48% par rapport à 2015. Le budget de la Défense représentera l'année prochaine 0,99 % du PIB, par rapport à 0,99% en 2015. Le ministère de l'Intérieur recevra 1,86 milliard de lei supplémentaire, son budget total atteignant 10,92 milliards de lei (2,4 milliards d'euros), en hausse de 20,6% par rapport à cette année. La Santé recevra 666,8 millions de lei supplémentaires (151 millions d'euros), soit une hausse de 11,6% et son budget atteindra 6,39 milliards, soit 0,86 % du PIB par rapport à 0,81 % en 2015. Les fonds alloués au ministère de l'Education et de la recherche scientifique augmenteront de 662 millions de lei (150 millions d'euros), soit de 10,4 %, pour atteindre 6,61 milliards de lei (1,5 milliard d'euros). Le ministère de la Société informationnelle verra son budget augmenter de 130% par rapport à cette année : son allocation est de 425,54 de lei 96,7 (millions d'euros). Le budget du ministère de la Culture augmentera de 29% pour atteindre 757,3 millions de lei (172 millions d'euros). Les budget des ministères de l'Agriculture et de l'Economie augmenterait de 2,8% et de 2,3% pour atteindre 5,35 milliards de lei (1,2 milliards d'euros) et 539,34 millions de lei (122.5 millions d'euros) respectivement.

La plus grande réduction de fonds touchera le ministère du Travail qui verra son budget baisser de 3,8 milliards de lei (0,86 milliard d'euros), soit de 10,3%, pour atteindre un budget total de 33,17 milliards de lei (7,53 milliards d'euros), soit 4,44% du PIB par rapport à 5,25% en 2015. Une réduction de 1,42 milliard de lei (20.7%) sera appliquée sur le budget du ministère du Développement régional, qui atteindra environ 5,44 milliards de lei (1,2 milliard d'euros). D'autres ministères dont le fonds seront réduits : Environnement (-65,4%), Fonds européens (-27,8%), Transports (-7,6%), Finances (-8,6%), Energie (-63,3%), Justice (-7,6%), Affaires étrangères (-14,3%), ministère public (-10,4%). Le nouveau ministère de la Consultation publique et du Dialogue civique recevra 9 millions de lei (2,04 millions d'euros). Le budget du service des télécommunications spéciales connaître une réduction importante de 37% (*Mediafax*, *HotNews.ro*, *Ziarul Financiar*).

« Le Gouvernement Ciolos dépense en 2016 16 milliards de lei de plus que Ponta » *titre Ziarul Financiar*, qui estime qu'une telle "augmentation frénétique" des dépenses publiques n'a pas été observée en Roumanie depuis 2008. Le quotidien déplore notamment la priorisation des dépenses au détriment des investissements. Le Gouvernement table sur une croissance économique de 4,1% du PIB et sur un déficit de 2,95% du PIB (calculé selon les standards européens du SEC), très près de la limite de 3%.

Daniel Daianu, économiste et membre du conseil d'administration de la Banque nationale roumaine, estime que le gouvernement n'avait pas eu trop de marge de manœuvre par rapport au projet de budget « hérité ». Le changement fondamental de direction macroéconomique est l'élément qui frappe le plus : le Gouvernement passe d'un déficit de moins 1% du PIB en 2015 à un déficit près de la limite de 3%. Cette augmentation du déficit mettra une pression sur la dette publique qui pourrait passer de 45% du PIB en quelques années (*HotNews.ro*).

Réforme de l'administration. Vasile Dâncu, vice-premier ministre et ministre du Développement régional, a déclaré samedi que le gouvernement voulait constituer un groupe interministériel chargé de la réforme de l'État et de la modernisation de l'administration. Il a précisé qu'il s'agissait d'un groupe consultatif qui s'occupera du dialogue entre les ministères, les syndicats et les patronats. Le groupe interministériel devra travailler sur quelques projets essentiels visant la réforme de l'État. « Nous construisons dès maintenant une plate-forme avec le ministère du dialogue civique visant la transparence et le débat public », a précisé Vasile Dâncu.

Le ministre a rappelé qu'il y avait déjà un programme de modernisation de l'administration publique négocié avec la Commission européenne, qui doit cependant être amendé. « Nous allons proposer aux partenaires à la Commission européenne une mise à jour, des amendements et des compléments à cette stratégie » (*Mediafax*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Interview d'Isabelle Scuiller, présidente du Samu social de Bucarest (*Le Petit Journal*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie